

ÉDITORIAL |

Une pétition, et alors ?

ISABELLE GRABER



L'affaire du prof pédophile se résoudra-t-elle par la simple remise d'une pétition aux autorités

cantonales? On peut raisonnablement en douter: la Direction de l'instruction publique (DIP) répète à l'envi que son rôle n'est pas d'intervenir sur le plan de la morale, mais bien d'appliquer la loi. Les 2226 signataires – dont une minorité de Biennois – ne doivent donc pas attendre de Mario Annoni qu'il fasse tomber certaines têtes aux Prés Ritter. La réaction du conseiller d'Etat – qui n'était toutefois pas présent hier au moment de la remise de la pétition – est certes légitime et parfaitement correcte d'un point de vue politique: le «prof pédophile» était effectivement éligible, puisque le tribunal ne lui a pas interdit d'enseigner. A l'instar des membres de la Marche blanche et de la poignée de Biennois qui se sont déplacés à Berne hier, sans doute aurions-nous attendu de la part du grand manitou de la DIP une réaction plus nuancée, qui tienne compte de l'émoi provoqué par cette affaire dans tout le pays, ainsi que du malaise tangible que ressentent les

élèves et les enseignants des Prés Ritter. Projetés sous les feux de la rampe bien malgré eux, les enfants ont-ils réellement été informés des tenants et aboutissants de ce véritable cas de conscience? En ressentent-ils déjà d'éventuels effets plus ou moins néfastes? Quant aux enseignants – qui se montrent tous solidaires de la décision de la commission d'école – ne courent-ils pas le risque de perdre quelque crédibilité face à une population passablement remontée contre les autorités scolaires? L'Association Marche blanche – qui a répercuté l'affaire sur le plan national – apportera sans doute un précieux soutien aux parents qui demandent la révocation de l'enseignant. Souhaitons cependant que les Biennois – qui se sont jusqu'à présent distingués par leur extrême discrétion – sortent enfin du bois, avant que l'affaire ne leur échappe totalement. A l'image d'un Oskar Freysinger (UDC/VS) ou d'un Yvan Perrin (UDC/NE), qui ont participé aux récentes Marches blanches, certains politiciens de la droite extrême sont prêts à tout pour accroître leur popularité; mais cette affaire est décidément trop grave pour être confiée à de tels personnages.